

PAULE TARDIF

ASSOCIÉE, AVOCATE

tél. 514 397-2659
courriel paule.tardif@bcf.ca

Adjointe

Julie Peltier
tél. 514 397-6699 #3486
courriel julie.peltier@bcf.ca

MONTRÉAL
25e étage
1100, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 5C9
tél. 514 397-8500
télé. 514 397-8515



SECTEURS DE PRATIQUE

Droit bancaire et financement

- Crédit-bail et financement d'équipement
- Financement de propriété intellectuelle
- Financement et prise de garanties dans un contexte d'insolvabilité (DIP)
- Financement immobilier
- Prêt mezzanine et financement de capital de risque
- Prêts adossés à des actifs et affacturage
- Prêts commerciaux traditionnels
- Prêts syndiqués et participations
- Titrisation

Droit de la construction

- Financement de projets de construction

Droit des affaires, commercial et corporatif

- Financement d'entreprises
- Financement de capital de risque
- Transactions transfrontalières

Faillite, insolvabilité et restructuration

- Conseils juridiques aux syndicats, contrôleurs, séquestres, institutions financières, entreprises et administrateurs
- Financement et prise de garanties dans un contexte d'insolvabilité (DIP)
- Fusions et acquisitions dans un contexte d'insolvabilité
- Insolvabilité en matière agricole
- Insolvabilité transfrontalière
- Plans d'arrangements en vertu des lois régissant les sociétés
- Réalisation de sûretés
- Redressements formels ou informels

ÉQUIPES STRATÉGIQUES

- Droit bancaire et financement
- Faillite, restructuration et insolvabilité
- Fusions et acquisitions

PROFIL

La version anglaise est disponible [ici](#).

Me Paule Tardif est associée chez BCF à Montréal. Elle est reconnue pour son expertise dans les secteurs des services financiers, de l'insolvabilité et de la réorganisation. Elle représente ses clients dans toutes les étapes d'une opération de financement par emprunt, de réorganisation, de prêts spéciaux et de réalisation des sûretés, incluant les étapes de négociation et de déboursement.

Sa pratique a amené Me Tardif à travailler sur divers types de prêts, notamment le financement à terme, le financement d'opérations, le financement d'actifs, le financement de projets (incluant le financement de projets miniers), le financement lié à une acquisition et le financement intérimaire d'entreprises en difficulté financière (DIP). Les financements et les restructurations dans lesquels Me Tardif est intervenue ont été réalisés sur les plans national et transfrontalier en Amérique du Nord. Elle représente principalement de grandes institutions financières en matière de prêts syndiqués et de prêts pari passu, mais elle représente également des prêteurs et des emprunteurs uniques.

Me Tardif est titulaire de diplômes de l'Université d'Ottawa et de la prestigieuse London School of Economics et elle a été admise au Barreau en 1990. Pour la

plupart de sa carrière, elle a pratiqué le droit auprès de grands cabinets de Montréal, et ce, à titre d'associée. Elle est également membre de l'Association du Barreau canadien et a donné des conférences portant sur l'acquisition de sociétés en difficulté financière, sur le financement et sur la prise de sûretés.

DIPLÔMES

- LL.M., London School of Economics and Political Science (1991) ;
- Barreau du Québec (1990) ;
- LL.B., Université d'Ottawa (1989).

AFFILIATIONS PROFESSIONNELLES

- Membre de l'Association du Barreau canadien

CONFÉRENCES

- Conférencière pour l'organisme Dirigeants financiers internationaux du Canada au sujet de l'acquisition de sociétés en difficultés.
- Co-conférencière à l'événement Insight sur le financement et les sûretés.
- Conférencière pour l'organisme Dirigeants financiers internationaux du Canada intitulé « Quoi faire quand votre fournisseur ou client est insolvable ».
- Conférence pour des clients portant sur les conventions entre créanciers.

MANDATS REPRÉSENTATIFS

- Conseillère juridique principale pour un consortium bancaire dans le cadre de facilités de crédit consenties aux Magasins Simons pour la construction et l'agrandissement de ses magasins au Canada.
- Conseillère juridique d'un bailleur, la Corporation Cadillac Fairview Limitée, soutenant son locataire, Magasin Laura (P.V.) inc., dans le cadre de la restructuration de ses activités et de ses magasins par voie d'un financement intérimaire d'entreprises en difficulté; une première canadienne.
- Conseillère juridique d'un prêteur dans le cadre de facilités de crédit consenties à Boutique Tristan & Iseut Inc.
- Conseillère juridique de la Caisse de dépôt et placement du Québec, du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec et d'Investissement Québec dans le cadre du financement, en partenariat avec une entreprise irlandaise, de l'achat d'actions d'IPL inc., entreprise de fabrication québécoise et chef de file nord-américain dans la fabrication de produits et de solutions de plastique moulé par injection pour le secteur industriel et alimentaire.
- Conseillère juridique de Simon Equity Partners dans le cadre du financement de l'acquisition d'une participation majoritaire dans Coalition Inc. auprès de Kilmer Capital Partners, en partenariat avec d'autres investisseurs financiers.
- Représentation d'un créancier garanti de premier rang dans le cadre de la restructuration en vertu de la LACC de Dumoulin Group Inc./Audiotronic Stores.
- Représentation d'un consortium bancaire dans le cadre de la restructuration en vertu de la LACC des magasins Les Ailes de la Mode/San Francisco.
- Conseillère juridique d'un prêteur dans le cadre de facilités de crédit consenties à Boutique Jacob.
- Représentation de prêteurs dans le cadre de la restructuration de Bentley Leathers Inc./Cuir Bentley Inc.
- Conseillère juridique de la ville de Montréal, à titre de créancier garanti principal, dans le cadre des procédures d'insolvabilité de BIXI, qui ont notamment compris la vente, dans le cours normal des activités, de toutes les activités internationales de BIXI et le transfert de toutes les activités montréalaises à la ville de Montréal.
- Conseillère juridique principale de Biomod Concepts Inc., société qui transforme les matières souples en applicateurs soin, diffuseurs de parfum ou dispositifs médicaux appliqués sur la peau, dans le cadre de la vente d'un bloc de contrôle à une entreprise québécoise.
- Conseillère juridique principale de Tandem Expansion dans le cadre du financement de son acquisition d'un bloc de contrôle d'Averna Technologies, chef de file mondial dans l'élaboration de solutions de test pour les fabricants d'appareils électroniques et les entreprises de communication à l'échelle mondiale.
- Conseillère juridique d'Investissement Québec et de Desjardins Capital de risque relativement à la vente pour un montant au comptant de 118 millions de dollars de Vision Globale A.R. Ltée, société de postproduction télévisuelle et cinématographique, au Groupe TVA Inc., filiale de Québecor Média Inc.
- Conseillère juridique canadienne de la société de capital d'investissement Oaktree Capital Management L.P. dans le cadre du financement de son acquisition transfrontalière de l'ensemble des actions de Zodiac MLPRO (Military and Professional) Group.
- Conseillère juridique d'un syndicat de prêteurs dans le cadre d'un financement garanti de 52 millions de dollars.
- Conseillère juridique d'un prêteur débiteur-exploitant et organisme gouvernemental dans le cadre de la restructuration d'Abitibi-Consolidated Inc.

- Conseillère juridique d'un emprunteur à l'égard de facilités de crédit de 97 millions de dollars américains consenties pour l'acquisition des actifs d'entités transfrontalières.
 - Représentation de prêteurs d'un consortium bancaire et de prêteurs débiteurs-exploitants dans le cadre de procédures déposées par Concert Industries en vertu de la LACC.
 - Représentation d'un prêteur dans l'affaire mettant en cause Viau Auto Location, société de location de covoiturage.
 - Représentation d'un fiduciaire dans le cadre de la faillite du Groupe de sociétés Norbourg, la plus grande fraude financière à survenir au Québec à ce jour.
 - Représentation d'un créancier garanti dans le cadre de la restructuration de Solplast Inc.
 - Représentation d'un des créanciers garantis dans le cadre de la restructuration et de la liquidation de Via Route.
 - Conseillère juridique d'un emprunteur à l'égard de facilités de crédit de 47 millions de dollars consenties pour l'acquisition des actifs d'entités transfrontalières.
-